



La Russie avant 1917 : pourquoi la Révolution ?

Antoine Nivière

► To cite this version:

Antoine Nivière. La Russie avant 1917 : pourquoi la Révolution ?. Mémoires de (19)17 en Russie et ailleurs, Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle; CERCLE (EA 4372) - Université de Lorraine, Nov 2017, Nancy, France. hal-02009761

HAL Id: hal-02009761

<https://hal.science/hal-02009761>

Submitted on 6 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Antoine Nivière

La Russie avant 1917 : pourquoi la Révolution ?

Communication présentée lors du colloque « Mémoires de (19)17 en Russie et ailleurs », organisé par le CERCLE et le Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, à Nancy, le 30 novembre 2017

Longtemps, les historiens ont eu tendance à voir dans les événements de Russie en 1917 deux révolutions, certes successives, mais distinctes, Février, révolution bourgeoise, et Octobre, révolution prolétarienne. Ancrée dans le schéma marxiste de l'Histoire qui impliquait le passage préalable par une phase bourgeoise-capitaliste avant d'entrer dans la phase prolétarienne-communiste, cette vision est devenue le crédo officiel de l'école soviétique avec la construction du mythe de la « Grande Révolution Socialiste d'Octobre ». Paradoxalement, ce même schéma, a été repris, mais avec une vision idéologique radicalement différente, par des historiens libéraux, tant russes (Andrej Zubov¹) qu'occidentaux (Richard Pipes²), qui eux ont voulu voir dans Février la vraie révolution, tandis qu'Octobre aurait été un dévoiement provenant d'un coup d'Etat qui balayait les idéaux démocratiques de Février pour déboucher sur un régime de terreur « au nom du progrès et de la justice sociale ».

Plus récemment, dans un désir de dépasser l'opposition des deux révolutions, d'aucuns ont proposé d'en faire les étapes d'un seul et même vaste processus. C'est ce schéma que retiennent aujourd'hui les officiels russes, à l'instar du manuel scolaire d'histoire, publié à Moscou en 2013, qui a introduit le terme de « Grande Révolution Russe » pour couvrir les événements allant de 1917 jusqu'à la fin de la guerre civile, en 1921. Cette synthèse a l'avantage, pour ses auteurs, de souligner la continuité de l'Etat et de promouvoir la réconciliation nationale par delà les vicissitudes de l'Histoire, en réunissant vainqueurs et vaincus. On voit là qu'on a affaire plus à une relecture politique qu'à une réelle analyse historique. Une autre approche qui se dégage de l'historiographie actuelle consiste à mettre en avant la multiplicité d'un phénomène révolutionnaire qui procèderait de la combinaison de plusieurs chocs de nature différente, complémentaires ou antagonistes, allant au delà de

¹ Zubov A.V. (dir.), *Istorija Rossi XX veka*, vol. 1 : 1894–1939, Moscou, Astrel, 2009, 1024 p.

² Pipes R., *La Révolution russe*, Paris, PUF, 1993, 866 p. ; du même, *Les trois « pourquoi » de la Révolution russe*, Paris, éditions du Fallois, 2012, 118 p.

l'opposition classique entre Février et Octobre : la fronde des élites politiques et militaires, les émeutes de la faim, la révolte ouvrière, la mutinerie des soldats, les jacqueries paysannes.³

Depuis un siècle, nombreux sont ceux, tant en Russie qu'à l'étranger, qui ont proposé leur version et leur classification des origines de la révolution russe. Faute de temps, nous n'en retracerons pas les grandes lignes, elles ont été analysées dans l'étude très inspirée de l'historien américain Martin Malia, parue en 1980 sous le titre *Comprendre la révolution russe*.⁴ Retenons que, dans l'historiographie soviétique, dominait le point de vue selon lequel la révolution était inscrite dans la logique de l'Histoire. Elle devait donc éclater de manière irréversible pour emporter le régime tsariste. Depuis deux décennies cette vision a changé. Un nouveau schéma, tout aussi déterministe, est venu remplacer le précédent. Il tend à démontrer que les événements de Février 17 ont été le résultat d'une concordance de circonstances fortuites et malheureuses, liées à la première guerre mondiale.

Pourtant, comme le faisait déjà remarquer, dans les années 1930, l'historien émigré Georges Fedotov, lui même ancien socialiste-révolutionnaire, « on peut débattre, sans fin, pour savoir si la révolution était inéluctable sans la guerre. Dans le contexte de tension et de lutte des forces créatrices et destructrices qui façonnaient la vie de la Russie juste avant la guerre, qui aurait pu prévoir l'issue ? Est-ce à dire que les événements se sont déroulés sous l'effet d'un tragique hasard ? Bien sûr que non ! ». ⁵

L'étude comparée des révolutions dans l'histoire européenne, depuis l'Angleterre de Cromwell jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique, montre que les évolutions structurelles au sein des sociétés se produisent à un rythme lent, suivant le temps de la « longue durée » cher à Fernand Braudel, tandis que les révolutions se produisent dans un enchaînement rapide d'événements brefs et brutaux, sous l'emprise des « soubresauts du temps court », de « l'accélération de l'Histoire ». N'importe quelle révolution est néanmoins précédée par une série de présupposés qui s'imbriquent les uns les autres, parfois de manière

³ Cf. V. Buldakov, *Krasnja smuta. Priroda i posledstvija revoljucinnogo nasilija*. M., ROSSPEN, 1997, p. 81.

⁴ Selon Martin Malia, il est possible de regrouper ces interprétations en trois grilles de lecture (l'une libérale, l'autre conservatrice, la troisième marxiste), même si toutes trois tendent à montrer que la révolution russe a suivi le modèle classique : crise de l'Ancien Régime, prise de pouvoir par les forces modérées, vite évincées par des éléments plus radicaux qui instaurent un régime de terreur « au nom du progrès et de la justice sociale », puis renversement des utopistes et mise en place d'une dictature postrévolutionnaire (cf. Malia M., *Comprendre la Révolution russe*. P., Le Seuil, 1980, pp. 9-30).

⁵ Fedotov G.P., « Skhema revoljucii », in: *Sobranie sochinenij*, Moscou, éd. Sam&Sam, 2011, vol. 5, p. 59.

contradictoire, jusqu'à former une boule de neige, laquelle en dévalant le versant de la montagne qu'est l'Histoire gagne en masse et en intensité. C'est cet entremêlement complexe de processus à la fois économiques, sociaux, politiques et culturels, qui préside aux origines d'une révolution, et, en ce sens, les événements révolutionnaires de 1917 en Russie répondent à la règle.

A la fin du XIX^e – début du XX^e siècle la société russe se trouvait dans une situation de profonde crise de système. Paradoxalement, cette crise généralisée était moins le signe d'un épuisement du tsarisme que l'expression d'une maladie de croissance. Elle témoignait que la Russie impériale était entrée, non pas dans une phase de décadence et de mort annoncée, mais dans une phase de rapide et brutal développement qui suscitait tensions et crispations. Cette crise ne menait donc pas fatalement à la révolution, elle ne faisait que créer les présupposés propices à l'éclosion d'une révolution, elle reflétait la possibilité d'une telle issue, laquelle ne devait devenir réalité qu'à la faveur de circonstances particulières – les défaites militaires, les difficultés engendrées par la crise économique, le conflit entre l'opposition libérale et le régime tsariste. Dans ces conditions, la question des origines de la révolution doit être abordée en deux étapes, la première traitant des causes systémiques, la seconde des causes conjoncturelles.

I. Les causes systémiques de la révolution

Longtemps tenue à l'écart de la civilisation européenne par des facteurs politiques, religieux et culturels, la Russie au début du XX^e siècle est pleinement intégrée dans l'Europe à la suite de la politique d'occidentalisation engagée, deux siècles plus tôt, par le tsar Pierre le Grand, et qu'aucun de ses successeurs n'avait remise en question. Cependant, le pays continue à souffrir de son éloignement, mis au défi de combler un décalage qui se fait de plus en plus complexe en raison de l'accélération du progrès en Occident. Une nouvelle étape pour rattraper ce retard est franchie sous le règne de l'empereur Alexandre II, après la défaite de Crimée en 1855. Le « tsar libérateur » supprime les vestiges les plus archaïques du système féodal, en proclamant en 1861 l'abolition du servage, donnant ainsi la liberté individuelle à 40 millions de paysans. Il libère également la société civile du carcan de la bureaucratie, en concédant une dose d'autonomie et de représentativité dans l'administration locale et le système judiciaire, ce qui favorise l'émergence d'une opinion

publique. Dans le même temps, il engage le pays sur la voie d'une modernisation économique.

Ce n'est toutefois qu'à partir des années 1890 qu'il est possible de parler d'une véritable révolution industrielle. Grâce au soutien de l'Etat, cette politique obtient des résultats significatifs dans certains secteurs (métallurgie, textile, chemins de fer). Néanmoins, les capitaux se révèlent insuffisants et il faut faire appel aux investisseurs étrangers pour poursuivre l'effort d'équipement, ce sont les fameux « emprunts russes ». Les résultats s'avèrent toutefois contradictoires. En un peu moins de vingt ans, la population de l'Empire va augmenter d'un tiers, passant de quelque 126 millions lors du recensement de 1897, à plus de 166 millions en 1914. A la veille de la guerre, en termes de produit national, la Russie occupe désormais la 5^e place parmi les puissances mondiales et son rythme de croissance s'avère plus rapide qu'ailleurs. Cependant, le taux de production par habitant reste inférieur à celui des autres pays.

Mais, surtout, ce développement brutal comportait deux risques majeurs. D'une part, la balance commerciale, pourtant excédentaire, demeurait inégale : la Russie exportait pour l'essentiel des matières premières et des céréales, tandis qu'elle importait des machines outils et des biens d'équipement. D'autre part, l'industrialisation connaissait un fort déséquilibre, en raison de son orientation exclusive vers l'industrie lourde. A l'inverse, le secteur des biens de consommation avait été négligé et, de ce fait, la masse des habitants de l'Empire, constituée pour l'essentiel par la paysannerie, ne voyait pratiquement pas les retombées de la modernisation économique qu'elle finançait pourtant, en partie, par ses impôts.

Depuis 1861, les structures de la société russe avaient subi de profondes transformations. La noblesse apparaissait divisée, entre une couche rurale désargentée, nostalgique du servage, et une couche plus éclairée, plus industrielle, qui aspirait à certaines réformes. Cette division se retrouvait également au sein des deux piliers traditionnels du régime tsariste, d'une part, l'Eglise orthodoxe, soumise à l'Etat et qui se voyait affaiblie par l'avancée de la sécularisation, d'autre part, l'armée, sous dotée tant sur le plan financier que logistique, avec quelques rares officiers sortis du rang qui s'opposaient à la majorité conservatrice de l'Etat-major. Dans la paysannerie, les contradictions étaient, là encore, très fortes, entre des jeunes plus modernisés, souvent plus instruits, et des anciens

qui préféraient les routines agricoles et refusaient les évolutions techniques, mais aussi entre régions périphériques plus riches, futurs points d'appuis de la contre-révolution, et zones centrales plus pauvres.

La fracture était grande également entre villes et campagne, ainsi qu'à l'intérieur même des villes, où émergeait une bourgeoisie prospère et dynamique qui ne se limitait plus à quelques dynasties d'industriels et de négociants opulents et prodigues. On voyait apparaître une véritable classe moyenne (hommes d'affaires, professions libérales, ingénieurs et techniciens, artistes), formant la nouvelle bonne société, tandis que petits boutiquiers, fonctionnaires subalternes, employés de service et artisans, continuaient à vivre dans une relative indigence matérielle et culturelle.

Pourtant, le cadre rigide caractéristique d'une société d'Ancien Régime avec ses états strictement cloisonnés s'estompait au fur de la disparition des privilèges nobiliaires et autres. A l'inverse, la mobilité sociale verticale était en nette progression, favorisant l'émergence de catégories socio-professionnelles qui commençaient à s'organiser en fonction de leurs propres intérêts politiques et économiques. Ainsi, la société russe dans son ensemble traversait une phase de transition, d'un cadre agraire traditionnel vers un modèle de type urbain industrialisé. Elle s'en trouvait fragilisée et divisée. D'autant que la recomposition de ses différentes strates s'opérait de manière lente et inégale et que, bien souvent, les anciennes structures résistaient aux changements, ce qui ne faisait que rendre la situation plus tendue. Ces tensions s'exprimaient autour de trois problèmes que le régime tsariste s'avérait incapable de traiter : la question paysanne, la question ouvrière et la question nationale.

Dans une société où 75 % de la population était composée de ruraux, la question paysanne constituait un défi majeur. Après la suppression du servage, le monde rural, profondément marqué par le poids des traditions et abandonné à une violence endémique, connaissait une réelle paupérisation, sur fonds de forte croissance démographique. Pour y remédier, la paysannerie aspirait à une redistribution générale des terres, à commencer par celles des anciens seigneurs. La réforme agraire de P. Stolypin, lancée en 1907 pour libérer le paysan du carcan de la communauté villageoise qui bridait l'esprit d'initiative, arriva trop tard. Elle se heurta à la résistance de la bureaucratie et entraîna des effets contrastés :

certaines paysans s'enrichirent (les futurs « koulaks »), tandis que d'autres voyaient leur situation se détériorer.

Confrontée au manque de terres cultivables, une partie de la population paysanne subit l'exode rural et vient alimenter en main d'œuvre les usines implantées dans les centres urbains et quelques bassins industriels où surgissent des villes champignons. C'est ainsi qu'apparaît un prolétariat minoritaire (moins de 4,5% de la société), déraciné, fragilisé, soumis à des conditions de labeur et de vie très dures (entre 9 à 12 heures de travail quotidien, la misère du logement et des salaires). Concentrés dans une poignée de villes stratégiquement situées, ces ouvriers qui exigeaient une plus grande justice sociale allaient constituer un « danger potentiel bien plus fort que celui d'une paysannerie dispersée »⁶ à travers l'immensité du territoire.

Enfin, la question nationale. La modernisation constituait un défi aux aspirations des régions périphériques de l'empire, là où étaient concentrées des populations à majorité non-russe (Pologne et Finlande, provinces baltes, Ukraine et Caucase). La centralisation administrative et l'instauration d'un espace économique unifié heurtaient les réflexes identitaires de ces peuples et, en même temps, cela favorisait la croissance du sentiment national, les modérés réclamant l'autonomie, les plus radicaux une complète indépendance. Le régime tsariste ne pouvait tolérer cette agitation et, par réaction, il se livrait partout à une russification à outrance, tout en exaltant les vertus de la Moscovie du XVII^e siècle, comme lors des festivités du tricentenaire de la dynastie des Romanov, en 1913. La minorité juive, assignée à résidence sur les territoires de l'Ouest et privée de certains droits civiques, constituait un cas à part. Forte de cinq millions de personnes, elle connaissait une activité culturelle intense, mais elle était victime de poussées de violence antisémite, les pogroms, qui trouvaient leur origine dans le ressentiment de strates déclassées russo-ukrainiennes, ainsi que dans le laisser faire complaisant de l'administration impériale.

Depuis Pierre le Grand, l'un des principaux leviers de la modernisation résidait dans le système éducatif. Il s'agissait, à la fois, de promouvoir la civilisation occidentale et de

⁶ Malia M., *op. cit.*, p. 100. Certaines mesures avaient été prises par les autorités (interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants (1885), limitation de la journée de travail à 11 h30 (1897), puis 10 h (1906), liberté d'association syndicale (1905), assurance maladie (1912). Il s'agissait de pas significatifs vers la création d'un régime social dans le cadre d'un système d'économie de marché, mais il n'était pas possible de satisfaire toutes les exigences compte tenu du niveau d'organisation de la machine économique.

renforcer l'appareil bureaucratique, en lui fournissant les spécialistes nécessaires. Pour parer au plus vite, la création de ce système éducatif avait commencé par le haut. Le pays s'était doté d'abord d'universités, plus tard d'un réseau d'établissements secondaires, mais l'instruction primaire restait presque inexistante à la fin du XIX^e siècle. Ce n'est que dans les deux dernières décennies du tsarisme qu'un effort fut réalisé pour développer la scolarisation rurale : le budget de l'Instruction publique augmenta de 200 %, le nombre d'écoles élémentaires quadrupla, le taux d'alphabétisation de la paysannerie progressa de 21% (en 1897) à 40 % (en 1914). Paradoxalement, par cet effort tardif pour éduquer le peuple, le régime tsariste creusait sa propre tombe, car l'alphabétisation favorisait la remise en cause de l'ordre établi et des mentalités traditionnelles, dans la famille, au village, dans la société.

Cette chronologie inversée, dans le domaine éducatif, avait eu de graves conséquences. Au cours du XIX^e siècle, l'élite intellectuelle, d'abord d'origine nobiliaire, puis roturière, avait été rapidement gagnée, coup sur coup, et parfois simultanément, aux idées nouvelles importées de cette Europe de l'Ouest qui servait officiellement de modèle : d'abord les Lumières, puis le libéralisme, enfin le socialisme. Après avoir exigé libertés individuelles et droits d'expression, cette intelligentsia radicalisée, disant agir au nom du peuple, s'était donnée pour objectif final la destruction de l'autocratie, y compris par le recours à la violence, afin d'instaurer une société égalitaire, soit de type agraire, comme le prônaient les populistes russes, soit de type prolétarien, comme le proposait le marxisme, introduit dans les années 1880.

Parfait reflet du foisonnement propre à une société en mouvement, la vie culturelle russe au début du XX^e siècle connaissait une période fastueuse, communément appelée l'« Age d'argent », même s'il s'agit en fait d'un véritable siècle d'or (mais cette expression était déjà prise par la période 1820-1840, celle de Puškin, Lermontov et Gogol'). L'« Age d'argent » correspond à un renouveau de la littérature et de toutes les formes d'expression artistique. A côtés des anciens écrivains reconnus (Tolstoj, Čekov, Gor'kij), les courants littéraires novateurs se succèdent avec une rapidité et une créativité remarquables (deux générations d'écrivains symbolistes, suivies par les jeunes poètes acméistes, puis futuristes et imaginistes). En peinture et dans les arts graphiques, l'association « Le Monde de l'Art » autour de la revue éponyme (*Mir iskusstva*) propose un projet mêlant romantisme et

réalisme, influences occidentales et traditions nationales, qui trouvera un champ d'expression privilégié dans les spectacles chorégraphiques. C'est l'époque des ballets russes de Bakst, Stravinskij et Nižinskij, qui font la conquête des capitales européennes par leur audace et leur modernisme. Autre signe de modernité, le cinéma connaît des débuts prometteurs : en 1913, le pays comptait plus de 1 400 salles ; entre 1908 et 1917, entre 1908 et 1917, plus de deux milles films sont tournés dans les studios de Russie. Sans aucun doute, à cette époque, la culture russe avait atteint des sommets, à la fois par le raffinement et la profusion de ses talents, mais aussi par son avant-gardisme et son éclectisme décadent, signes annonciateurs toutefois de l'effondrement à venir.

En effet, en raison des retards accumulés ainsi que de la violence et de la rapidité du processus de modernisation, la transition économique et sociale faisait face à de nombreux obstacles. Ceux-ci auraient, sans doute, pu être surmontés, si le pouvoir politique avait été fort ou, un tant soit peu, inspiré. La transformation des structures socio-économiques impliquait une transformation des structures socio-politiques, mais dans ce domaine le processus de réforme ne suivait pas aussi vite. Seule une vision politique et une action volontariste pouvaient insuffler l'élan nécessaire pour surmonter les inévitables crises de parcours. Or il n'en était rien. La monarchie absolue alors en place était un anachronisme et d'ailleurs elle n'avait plus d'absolu que le nom.

L'autocratie était vulnérable, car de plus en plus privée de base sociale, l'ancienne noblesse terrienne était en voie de disparition, tandis que la paysannerie, jusque là présent fidèle soutien du *car'-batjuška*, se voyait dorénavant affranchie de son aliénation. Les idées du libéralisme et du socialisme, autrefois confinées à quelques théoriciens utopistes et activistes extrémistes issus de l'intelligentsia, trouvaient désormais un terreau favorable dans la population urbaine. La classe moyenne éduquée reprenait à son compte l'exigence d'une participation aux affaires publiques et, par conséquent, demandait l'instauration d'un véritable régime constitutionnel.

Durant les premières années du règne de Nicolas II, monté sur le trône à la mort de son père Alexandre III en 1894, le pouvoir monarchique s'était trouvé écartelé entre deux courants : d'un côté, les représentants d'une bureaucratie traditionaliste et sclérosée, à l'image du sinistre juriste réactionnaire Pobedonoscev, et, d'autre part, la tendance réformiste, autour du ministre des Finances Serge Witte, responsable de l'industrialisation,

lequel conseillait de faire quelques concessions, tandis que les attentes en faveur de plus de droits civiques et de démocratie étaient portées par les représentants des *zemstvos*, les organes administratifs élus à l'échelon régional.

Mais Nicolas II, opiniâtre et dépourvu d'envergure personnelle, opposa une fin de non recevoir à toute transformation du régime. Il entendait maintenir l'autocratie inébranlable. L'agitation politique qui avait cessé après la disparition tragique d'Alexandre II, assassiné par un groupe d'extrémistes révolutionnaires en 1881, reprit : d'abord sous forme de manifestations étudiantes, puis de grèves ouvrières, enfin de jacqueries dans les campagnes. A partir de 1901, les actes terroristes recommencèrent également, avec une série d'assassinats ciblés, visant ministres et gouverneurs, mais faisant aussi des milliers de victimes collatérales (17 000, selon Oleg Budnickij⁷). Sur ce fonds d'instabilité, la défaite militaire durant la guerre russo-japonaise de 1904-1905 déclencha une violente crise intérieure qui aboutit à la révolution de 1905.

Cette première révolution correspond à un mouvement d'ampleur, mené par des bourgeois et des nobles libéraux qui se dressaient contre l'Ancien Régime, avec une série d'exigences purement politiques : une constitution, un parlement élu, l'égalité des citoyens, la liberté de parole et de conscience. Si les ouvriers participèrent aux événements, notamment en bloquant le pays par une grève générale en octobre 1905, ce qui obligea le tsar à accepter la convocation d'une assemblée législative, ils ne surent pas pour autant donner un caractère prolétarien au mouvement, de même que les partis socialistes n'y jouèrent qu'un rôle secondaire. Ce n'est qu'*a posteriori* que les historiens soviétiques firent de 1905 un « prélude » à 1917, une « répétition d'Octobre », mais il n'en est rien. D'autres ont parlé d'une « révolution manquée » (l'expression est de François-Xavier Coquin).⁸ Mais il s'agit surtout d'un « demi-succès », lourd de conséquences pour l'avenir.

Sur le plan politique, les principaux acteurs de la révolution de 1905, les partis libéraux radicaux (constitutionnels démocrates) et modérés (les octobristes) sont apparemment sortis victorieux. Sans l'avouer, la Russie a alors basculé vers une monarchie parlementaire qui ne disait pas son nom. Mais le résultat politique ressemblait à un «

⁷ Budnickij O.V., *Terrorizm v rossijskom osvoboditel'nom dvizhenii : ideologija, ètika, psikhologija (2-ja polovina XIX-naalo XX veka)*, Moscou, ROSSPEN, 2000, 399 p.

⁸ Coquin F.-X. *1905 : la révolution russe manquée*, Bruxelles, éd. Complexe, coll. « La mémoire du siècle », 1985, 216 p.

pseudo-constitutionalisme » (Martin Malia), dans la mesure où le tsar, tout en accordant une assemblée législative, avait refusé que son gouvernement soit responsable devant la Douma. En raison de cet inachèvement du système, les tensions persistèrent. L'absence de culture politique au sein des masses populaires contribua à les rendre perméables, avec une grande versatilité, aux idées maximalistes venant tant de l'ultra-droite que de l'extrême-gauche, tout comme l'introduction, en 1907, d'un système électoral censitaire favorisa le maintien de la coupure séculaire entre la bonne société et le peuple.

Dans les années qui suivirent 1905, la monarchie chercha à rogner les concessions qu'elle avait acceptées sous la contrainte, tandis que les politiciens modérés qui réclamaient plus de démocratie devinrent la force dominante à la Douma, mais sans avoir le pouvoir correspondant. De fait, les libéraux allaient se sentir impuissants pendant dix ans et, par réaction, ils devaient décupler leur hostilité au gouvernement tsariste, mais en même temps ils allaient être tenus pour, en partie, responsables de l'état du pays et se verraient compromis comme force politique, ce qui devait les conduire à termes, durant l'année 1917, à être balayés par les éléments extrémistes de gauche, ceux-là même qui avaient manqué le coche en 1905.

D'ailleurs, après la brève expérience de dictature éclairée, conduite par le premier ministre Stolypin, assassiné à Kiev en 1911, les libéraux semblent avoir perdu leur prépondérance sur la scène politique, l'initiative passe aux socialistes-révolutionnaires et sociaux-démocrates qui entendaient profiter de la reprise de l'agitation dans le monde ouvrier. Rien qu'au premier semestre 1914, les usines de la capitale connurent 337 grèves, soit deux fois plus que durant l'année précédente. A la mi-juillet, le chômage technique et la suspension des salaires eurent pour effet de réduire la pression de la rue, mais c'est surtout la déclaration de guerre par l'Allemagne, le 1^{er} août, qui mit fin à ces troubles. Loin d'adhérer aux positions antimilitaristes défendues par les socialistes radicaux, les grévistes d'hier vinrent alors grossir les rangs des manifestations patriotiques et antigermaniques des premiers jours d'août 14.

Paradoxalement, l'avènement de la guerre à l'été 1914 avait, peut-être, sauvé la Russie des débuts d'une révolution, mais le conflit mondial n'allait pas éviter au pays de basculer dans la révolution trois ans plus tard. Ainsi, qu'il y ait eu ou non la guerre, la

révolution aurait probablement eu lieu, mais, sans doute, ni au rythme ni avec les résultats que l'on connaît. Cela nous amène aux causes conjoncturelles.

II. Les causes conjoncturelles

Indéniablement, le déroulement de la Grande guerre a accéléré les événements révolutionnaires et, surtout, il en a modelé le visage, avec des traits spécifiques. La Russie était un empire militarisé. L'armée occupait une place majeure, près d'1/4 du budget de la nation lui était consacré. L'engagement dans un conflit d'envergure présentait un énorme danger pour le pays. Cela était bien compris par certains responsables de l'époque, comme, par exemple, P. Stolypin, déjà cité, qui réclamait vingt ans de paix pour mener la transformation du pays à son terme, ou encore l'ancien ministre conservateur, P. Durnovo, auteur d'un rapport alarmiste, remis au tsar à la veille du conflit. Malgré tout, la Russie, enfermée dans des logiques d'alliances, se préparait à la guerre. La défaite devant le Japon en 1905 avait montré ses lacunes, un plan de réarmement avait été lancé, mais, en 1914, ce programme était loin d'être achevé et, en conséquence, le pays n'était pas prêt, ni militairement, ni économiquement, ni sur le plan psychologique. Arrêtons-nous sur chacun de ces trois aspects.

1. La guerre

Tenir simultanément deux fronts, de la Baltique à la mer Noire, face aux armées allemandes et austro-hongroises, et dans le Caucase, face aux troupes ottomanes, était une gageure, tant sur le plan opérationnel que technique. La guerre avait mal commencé pour la Russie qui misait sur un conflit bref. Certes, ses efforts pour opérer la mobilisation plus vite que prévue (6 semaines au lieu des 4 mois attendus par les Allemands) et son offensive immédiate en Prusse orientale avaient pris de court l'ennemi, contribuant ainsi à soulager les Français sur la Marne, mais les pertes avaient été très lourdes pour les Russes, mal équipés, mal commandés. Les prévisions de l'Etat-major en matière d'armement s'étaient avérées fausses, d'où cette image d'une armée vaincue par le manque de fusils. En réalité, la pénurie de munitions n'arriva qu'à la fin de l'année 1915. Cette même année, les échecs répétés en Pologne et en Galicie obligèrent les troupes russes à battre en retraite, mais elles se ressaisirent durant l'été 16 avec l'offensive Brusilov, rendue possible grâce à un réarmement intensif provenant des livraisons de matériel par les alliés ainsi qu'à un dirigisme d'Etat qui réorienta la production nationale vers le secteur militaro-industriel.

Dans ce but, le gouvernement mit en place des « conférences spéciales » chargées de coordonner les commandes de défense. Les institutions territoriales se regroupèrent dans le *Zemgor* afin de s'occuper de l'aide aux blessés de guerre, puis se mirent à financer l'achat d'équipement militaire, tandis qu'à Moscou des entrepreneurs du secteur privé fondèrent, avec des députés libéraux, un comité des industries de guerre, qui supervisait la livraison d'armes et de véhicules de combat. La création de ce « complexe paraétatique »⁹ (expression de Michael Geyer) donna des résultats significatifs : la production d'armement fut multipliée par 8 par rapport à 1914. Mais cela eut aussi des effets annexes non sans incidence pour la suite : d'une part, les élites politico-économiques, devenues un interlocuteur incontournable, exigeaient d'être pleinement associées à la gestion du pays ; d'autre part, ces mêmes élites étaient maintenant en contact direct avec le commandement militaire, pour qui l'essentiel consistait désormais à assurer la cohésion de l'armée jusqu'à la victoire finale, quitte à se passer du tsar.

2. L'économie en temps de guerre

Fin 1916, le pays était parvenu à surmonter ses difficultés militaires, l'armée sur le front avait tenu le choc. Par contre, la situation à l'arrière paraissait plus contrastée : sans être critique, elle n'était pas pour autant idéale. Le pays éprouvait des difficultés, non pas à cause de l'épuisement de ses ressources, comme c'était le cas pour l'Allemagne, mais en raison de son incapacité à les utiliser au maximum des possibilités. Dès le début du conflit, l'économie s'était trouvée fragilisée car, du fait de la mobilisation d'une partie de la main d'œuvre qualifiée, la production avait baissé dans l'industrie comme dans l'agriculture. Pour un immense empire comme la Russie, l'engagement dans une guerre totale constituait un vrai défi. Coupé du commerce mondial à la suite du blocus que les Empires centraux avaient imposé, en fermant la Baltique et les détroits du Bosphore, le pays plongeait dans l'autarcie. Les exportations baissèrent de 98% par rapport à la période d'avant-guerre, et les importations de 95%.

En 1915, la Russie avait basculé dans une économie de guerre. Plus de 80 % des usines travaillaient à l'effort militaire. En 1916, les résultats de la production industrielle dépassaient en volume absolu les chiffres de 1913. C'était particulièrement frappant dans

⁹ Geyer M., « Militarization of Europe, 1914-1918 », in: Gillis J.R. (dir.), *The Militarization of the Western World*, New Brunswick and London, 1989, p. 86.

des secteurs liés à l'armée : 300 % d'augmentation dans la métallurgie, 250 % dans la chimie. Mais ces résultats étaient trompeurs. Dans d'autres secteurs, comme le charbon et les biens manufacturés, les indicateurs étaient à la baisse. D'une manière générale, en 1916, le PIB avait reculé à 67 % par rapport à son niveau de 1913, dans des proportions bien plus grandes que chez les autres protagonistes du conflit (85 % en France, 80 % en Allemagne).

Pire encore, la production ne répondait plus aux besoins des civils, entraînant une rupture du marché intérieur. N'ayant pas confiance en la valeur du rouble que l'émission massive de papier monnaie avait fragilisé, les paysans réduisirent leurs livraisons. Le prix des denrées augmenta encore plus que celui des biens manufacturés, déjà presque inexistants. Le pays entra dans le cycle de l'hyperinflation (en 1915, la hausse des prix était de 20 %, en 1916 de 93 %).¹⁰ Les salaires ne suivaient pas la hausse des prix, les conditions de vie se détérioraient. Les paysans gardaient leurs stocks, dans l'espoir de jouer sur la flambée des cours, ce qui faisait craindre un risque de rupture d'approvisionnement, dont certains firent part au tsar, y compris Raspoutine. Pour assurer les livraisons à l'armée et aux centres industriels, le gouvernement chercha tardivement, en décembre 1916, à introduire un système de réquisition à prix fixe, sans succès, car il se heurta à une résistance de la paysannerie, qui contestait des prix d'achat, jugés sous-évalués. La vieille opposition ville-campagne prenait là toute son ampleur.

Confrontées à une guerre totale, les infrastructures s'avéraient un maillon faible. De tous les secteurs de l'économie, c'est celui des transports qui connaissait le plus de difficultés, au point de neutraliser les résultats de l'effort dans les autres domaines. Le système ferroviaire qui avait été choyé lors de la révolution industrielle de Witte n'était pas assez dense pour répondre aux exigences du moment. Du fait de la guerre, les lignes étaient surchargées et encombrées par de trop nombreux convois bloquant l'acheminement vers l'armée et les villes. Le matériel roulant qui tournait à plein régime tombait hors d'usage, sans pouvoir être ni réparé ni remplacé. Le charbon s'entassait dans les bassins miniers, les usines chômaient, faute de combustible.

Comme la priorité était donnée à l'armée, l'approvisionnement des villes devint rapidement un véritable casse tête. D'autant que la population urbaine de l'Empire avait augmenté de manière brutale, avec l'arrivée massive des réfugiés qui fuyaient les zones de

¹⁰ Ce qui n'était encore rien à comparer avec les 683 % d'inflation durant l'année 1917.

combats et les territoires occupés par l'ennemi. Le nombre des citoyens était passé de 22 millions à 28. Parmi toutes les villes, c'est la capitale, Saint-Pétersbourg, que l'on avait rebaptisé Petrograd au début du conflit, qui souffrait le plus. Isolée géographiquement, éloignée des régions productrices de céréales et de charbon, coupée de ses fournisseurs extérieurs habituels à cause du blocus de la Baltique, la capitale se trouva confrontée, fin 1916, à un risque de pénurie que le gouvernement chercha à prévenir par son plan de réquisition dans les campagnes, mais en vain.

Au début de 1917, la situation à Petrograd empira brusquement, à causes de conditions climatiques particulièrement rigoureuses cette année : des chutes de neige très abondantes (plus de 40 % par rapport à la normale en février), des températures atteignant les -30° .¹¹ Les congères bloquaient les voies ferrées. Durant le mois de février, sur les 450 wagons de denrées alimentaires nécessaires, chaque jour, pour approvisionner la ville, seuls 116 en moyenne arrivèrent à destination. De ce fait, la population subissait un cruel manque de pain et de chauffage.

Toutefois, il faut relativiser : il y avait certes des restrictions, mais il n'y avait pas de famine. Les réserves de farine étaient jugées suffisantes, de 10 à 12 jours, selon les estimations optimistes, de 3 à 4 jours, selon les autres (sans compter les stocks militaires). Mais les boulangeries manquaient de combustible et d'employés pour fournir le pain nécessaire et, surtout, il n'y avait pas de système assurant la répartition des denrées de manière égale et régulière. Confrontés à ce genre de difficultés, tous les belligérants avaient mis en place des cartes de rationnement, seule la Russie avait décidé de s'en passer. L'annonce à la mi-février que les autorités envisageaient d'introduire des talons pour le pain contribua à répandre panique et folles rumeurs dans les files d'attente. Cette désorganisation, sur fonds de hausse de la délinquance et du trafic d'alcool, était mise sur le compte de spéculateurs (bourgeois, juifs, colons allemands), agents de l'étranger et traîtres à la solde de l'ennemi, y compris parmi les ministres. Tout cela ne faisait qu'accroître le mécontentement.

Un journal décrivait ainsi la situation à Petrograd, le 14 février 1917 : « Près des boulangeries et des boutiques de vente au détail, il y a des milliers de citoyens qui font la

¹¹ Aksenov V., « Pogodnyj faktor rossijskoj revoliucii : problemy istoriografii i istočnikovedenija », in: *Čelovek i obščestvo v uslovijakh vojn i revoliucij. Materialy III Vserossijskoj naučnoj konferencii*, Samara, 2016, pp. 6-11.

queue, malgré le froid glacial. Dans de nombreuses boutiques on ne donne pas plus d'une à deux livres par personne et par jour, aussi les résidants viennent avec tous les membres de leur maisonnée ». Un rapport de police notait dans un quartier ouvrier, le 22 février : « Il faut entendre tous les jours les plaintes des gens qui n'ont pas mangé de pain depuis 2-3 jours ou plus, c'est pourquoi on peut s'attendre à d'importants désordres de rue ». Les premières manifestations de rue devaient commencer le 23 février, à la faveur d'un brusque réchauffement. Les températures se firent plus clémentes : - 5° seulement ce jour là. Le redoux dura une semaine, le temps pour les manifestations de se transformer en révolution.

3. La crise psychologique

Dans une guerre totale, la propagande joue un rôle fondamental. Le paysan russe mobilisé avait accepté la guerre avec obéissance, il avait consenti de très lourds sacrifices, mais il ne savait pas pourquoi il se battait. « Seul l'instinct de survie et de fidélité l'avait maintenu au fond des tranchées, mais aucune idée positive ne venait inspirer cet instinct », notait G. Fedotov.¹² Contrairement à toute une génération de Français élevée dans l'espoir de récupérer l'Alsace-Lorraine, la masse paysanne russe n'était pas préparée, par l'école notamment, à défendre son pays. Les sentiments de cohésion nationale et d'engagement patriotique s'avéraient très faibles. Le panslavisme, l'idée du soutien fraternel entre peuples slaves (« mourir pour la Serbie »), n'était guère partagé que chez les officiers. La guerre contre le « tsar » allemand n'était pas comprise.

D'autant que les autorités civiles et militaires russes avaient négligé l'impact des privations et des souffrances que véhiculait un long conflit généralisé. La guerre, en s'enlisant, exigeait toujours plus de combattants. En septembre 14, l'armée russe comptait 2,7 millions d'hommes, en 15 – 3,8 millions, en décembre 16 – 6,9 millions. Nombre d'officiers et de soldats de métier avaient été emportés dès les premiers combats. Il avait fallu les remplacer par de jeunes recrues, passées par une formation rudimentaire accélérée, mais aussi avoir recours aux réservistes des classes d'âges supérieures à 30 ans, peu aptes au combat.

Après les réformes d'Alexandre II, l'armée russe s'était en théorie démocratisée, mais elle demeurait marquée par les distinctions de classes : la césure entre officiers et simples soldats, qui reproduisait l'ancienne coupure entre seigneurs et paysans, restait profonde,

¹² Fedotov G.P., « Skhema revoljucii », *op. cit.*, p. 60.

dominée par des relations rudes et familières de type paternaliste. Certes, durant la guerre, officiers et soldats s'étaient rapprochés sous l'effet des souffrances communes dans les tranchées. Mais dans les casernes, à l'arrière, les nouvelles recrues devaient affronter la brutalité et les vexations d'officiers-instructeurs en qui ils voyaient avant tout des tortionnaires. La perspective de monter au front n'enthousiasmait pas du tout ces soldats malgré eux.

Les échecs de 1915 et la retraite qui s'en suivit avaient contribué à détériorer encore plus le moral des troupes. L'armée russe n'avait pas été vaincue, mais elle reculait, ce qui là aussi favorisait rumeurs défaitistes et soupçons de trahison. Les soldats ne croyaient plus dans le commandement, ils critiquaient ouvertement généraux et ministres, portant souvent des noms à consonance germanique, tous accusés de connivence avec l'ennemi. Malgré le succès de l'offensive Brusilov acquis à un prix élevé (500 000 hommes tués, blessés ou prisonniers), les cas de redditions volontaires et de désertions prenaient des proportions inquiétantes, les refus de mobilisation se multipliaient, entraînant des mutineries sporadiques.

Durant l'hiver 1916-1917, en prévision de la grande offensive de printemps, la concentration de troupes à Petrograd avait atteint des proportions gigantesques, dépassant les capacités d'accueil de la garnison (200 000 soldats dans la ville même, 260 000 autres dans les environs). Les officiers ne connaissaient pas leurs hommes, les soldats étaient livrés à eux-mêmes, les casernes ressemblaient à de véritables chaudrons, perméables à toute sorte de propagande et de slogans antimilitaristes. Ces soldats-paysans, de plus en plus radicalisés, constituaient un matériau aisément inflammable.¹³ Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la révolution ait commencé précisément parmi ces troupes de réservistes, à l'arrière, dans la capitale.¹⁴

¹³ L'écrivain et critique littéraire soviétique Victor Šklovskij qui avait passé la guerre dans un bataillon d'artillerie de la réserve rapportait l'état d'esprit des troupes dans la capitale : « Pour ces hommes arrachés à leurs occupations, consignés dans les casernes, privés de permission, l'ennui de la chambrée à passer son temps à rien faire, l'épuisement morale et la rage noire des soldats, tout cela fit plus pour développer l'esprit révolutionnaire de la garnison de Petrograd que toutes les défaites militaires et les rumeurs tenaces et généralisées de trahison » (Šklovskij V.B. *Sentimental'noe putešestvie. Vospominanija 1917-1922*. Berlin, 1923, c. 10).

¹⁴ Voir Tarasov K.A., « Pričiny razloženiia Petrogradskogo garnizona v 1917 godu. K postanovke problemy », in *Mežvuzovskaja naučnaja konferencija « Rossija v èpokhu revoljucij i reform »*, SPb., 2016, pp. 188-212.

Plus inquiétant, du fait de l'insuffisance des forces de police (seulement 3 500 hommes à Petrograd, pour plus de 2 millions d'habitants), en cas d'émeutes, le gouvernement faisait appel à l'armée. C'est un régiment de la garde impériale qui avait maté l'insurrection populaire à Moscou, en décembre 1905. Mais, en 1916, ces soldats d'élite fidèles au régime n'étaient plus là, envoyés au front, morts aux combats. Ceux qui étaient cantonnés à l'arrière s'avéraient peu enclins à réprimer les manifestations. Ainsi, en mai 1916, lors d'une marche contre les pénuries à Orenbourg, un escadron avait, pour la première fois, refusé de tirer sur la foule ; en octobre, à Petrograd, deux bataillons de réserve s'étaient ralliés à des ouvriers en grève et avaient même tiré sur la police venue les déloger, il avait fallu faire intervenir un détachement de cosaques. Les signes d'insoumission étaient donc visibles, mais cela n'avait pas alerté les autorités. Seul, ou presque, l'ambassadeur de France, Maurice Paléologue, inquiet de la tournure des événements, avait alors prévenu Paris qu'« une crise révolutionnaire se prépare en Russie ».¹⁵

4. La lutte pour le pouvoir

En fait, Paléologue avait à la fois tort et raison. Tort, car personne à ce moment en Russie ne préparait la révolution. Il n'y avait plus de professionnels de la révolution en activité, les uns étaient morts dans la répression menée par Stolypine entre 1906 et 1911, les autres avaient été déportés en Sibérie ou vivaient en exil à l'étranger. C'est d'ailleurs là que certains apprendront les événements de février 17, événements qu'ils n'avaient ni prévus ni organisés en aucune façon. Ainsi, c'est par la presse que Lenin, à Zurich, fut averti de la chute du tsar. Pourtant, Paléologue avait raison, parce que la révolution effectivement était en marche. Pour comprendre ce paradoxe, il faut revenir sur l'évolution politique entre 1912 et 1916.

Après les élections à la 4^e Douma, fin 1912, les relations entre l'exécutif et le législatif étaient entrées dans une zone de turbulence. L'élan patriotique de l'été 1914 et l'application d'une trêve tacite entre le gouvernement et les députés n'avaient pas effacé ces tensions, chacun étant juste tombé d'accord pour reporter la confrontation finale à plus tard, après la guerre, cette guerre qui ne devait pas durer longtemps. Mais l'enlisement du conflit et, surtout, les échecs militaires suscitèrent très vite l'inquiétude de la société civile, avec pour corolaire la reprise de l'instabilité politique, débouchant, courant 1915, sur la constitution

¹⁵ M. Paléologue. *La Russie des tsars pendant la grande guerre*. Paris, Plon, vol. 3 (1916-1917), p. 198.

d'un Bloc progressiste, une opposition parlementaire qui rassemblait $\frac{3}{4}$ des élus, toutes tendances confondues. Cependant, une crise politique, ce n'est pas encore la révolution, mais cette crise était rendue plus aigüe en raison de l'absence de ligne de conduite claire de la part du pouvoir.

La guerre aurait nécessité l'émergence d'un leader national fort, capable de galvaniser le pays et de le mobiliser dans l'épreuve, comme cela fut le cas en France avec Clémenceau. Nicolas II n'en avait ni l'envergure ni la capacité. Il aurait pu confier cette tâche à quelqu'un d'autre, comme le fit Guillaume II avec ses généraux. Le grand-duc Nicolas, un cousin du tsar qui dirigeait l'Etat-major, paraissait tout désigné pour cela, en raison de sa réelle autorité dans les milieux militaires. Mais le tsar ne voulait rien céder et ne faisait confiance ni à son entourage ni à son cousin, ce qui le conduisit à renvoyer le grand-duc Nicolas et à prendre en personne le commandement général des armées, en août 1915. Cela allait s'avérer, sans conteste, une erreur fatale, le tenant éloigné de la capitale durant les journées décisives de février-mars 17.

Pourtant, début 1916, la Douma était encore prête à travailler avec le tsar. En février, Nicolas II avait été ovationné par les députés, après avoir prononcé devant eux un discours sur la poursuite de la guerre à tout prix. Il ne fallut que quelque mois pour que ce soutien inattendu se transforme en hostilité générale contre le tsar et son gouvernement, un gouvernement où se succédaient, à un rythme effréné, des ministres impuissants et incompetents (quatre ministres de la Guerre et six ministres de l'Intérieur, entre janvier 1915 et février 1917). L'influence d'obscures « forces occultes » sur ces nominations, influence souvent imaginée, parfois avérée, contribuait à accroître les soupçons quant à l'incapacité du régime à mobiliser les ressources du pays dans la guerre. En novembre 1916, des députés de tous bords n'hésitaient plus, depuis l'hémicycle, à jeter le discrédit sur les membres de l'exécutif et de la cour, y compris la tsarine Alexandra, née princesse de Hesse, accusée publiquement d'être sous l'emprise du paysan guérisseur sibérien Raspoutine et de partager avec lui des sympathies pro-allemandes (accusation au demeurant dépourvue de tout fondement).

Le gouvernement était dans un état de décomposition tel qu'il n'arrivait pas à tenir la situation, le maillon le plus faible se trouvant être la direction du ministère de l'Intérieur et des services de police à Petrograd. Le ministre nommé à l'automne 1916, un député modéré

favorable à une monarchie constitutionnelle s'était transformé en chantre de l'autocratie, ce qui avait suscité l'ire de ses anciens collègues. Ces derniers exigeaient désormais du tsar l'instauration d'un gouvernement responsable, désigné par la Douma et rendant compte devant elle, ce qui revenait à transférer le pouvoir du souverain à l'assemblée. Pour toute réponse aux critiques des députés, en décembre 1916, le tsar, méfiant vis-à-vis d'un personnel politique qu'il jugeait dominé par les rancœurs et les ambitions personnelles, décida de suspendre les travaux de la Douma pour deux mois, prenant ainsi le risque d'ouvrir une crise constitutionnelle.

Néanmoins, la faiblesse de la monarchie ne signifiait pas nécessairement son effondrement, d'autant plus que, malgré toutes les erreurs du tsar, l'opposition libérale, ne paraissait pas en mesure de profiter de la situation pour s'emparer du pouvoir. Elle n'avait ni parti suffisamment fort pour cela, ni chef incontestable, ni programme d'action. Le Bloc progressiste avait du mal à maintenir une ligne commune et il donnait des signes d'essoufflement. Les dirigeants des *zemstvos* et du comité des industries de guerre restaient en retrait pour l'assaut final contre la monarchie, qu'ils prévoyaient après la fin du conflit mondial. Plus que tout, les députés libéraux en venaient à redouter une victoire inopinée sur les empires centraux, ce qui aurait donné au régime tsariste un regain d'éclat, voire un second souffle.

L'état de désarroi et d'attentisme de l'opposition n'était pas un secret pour le pouvoir, bien informé par ses indicateurs. Le gouvernement semblait donc ne pas craindre de réel danger de ce côté, dans l'immédiat. La seule vraie menace aurait été une alliance entre les libéraux et les courants plus radicaux de la gauche révolutionnaire, mais rien ne permettait de s'attendre à un tel rapprochement. De plus, le pouvoir avait tiré des leçons de 1905, il savait que quelques concessions aux libéraux pouvaient aisément faire éclater leurs relations avec les socialistes.

La gauche radicale, quant à elle, s'avérait plus fragilisée que l'opposition libérale. Sociaux-révolutionnaires et sociaux-démocrates avaient été éclaboussés par des scandales à la suite de révélations prouvant leur infiltration par des agents provocateurs à la solde du régime. Grâce à eux, la police était au courant des moindres faits et gestes des groupes révolutionnaires. De toute façon, le mouvement ouvrier ne faisait pas preuve d'un grand activisme. Les grèves traduisaient surtout des revendications catégorielles, même si elles

avaient tendance à se faire plus violentes qu'auparavant. Les sociaux-démocrates, surtout le courant bolchévique, opposé à toute alliance avec l'opposition modérée, jouaient un rôle grandissant au sein du prolétariat, mais ils rencontraient des difficultés d'organisation. Après l'été 1914, les bolchéviques avaient été affaiblis par une vague d'arrestations. En février 17, les responsables bolchéviques à Petrograd considéraient le déclenchement des manifestations et des grèves comme totalement inopportun.

Le conflit entre le pouvoir monarchique et les élites, mais aussi à l'intérieur même des élites, gagna en intensité durant la deuxième moitié de 1916. Du fait de l'attitude irresponsable du gouvernement, ce conflit se transforma en une lutte pour le pouvoir. L'assassinat de Rasputin, en décembre 1916, par un groupe de conjurés, au rang desquels deux proches parents du tsar, était un signe, à la fois, de la détérioration de la situation politique, mais aussi de la déliquescence des élites. Dans les semaines suivantes, divers complots visant à renverser Nicolas II pour instaurer une monarchie constitutionnelle furent ébauchés par des députés de la droite modérée avec l'appui de certains Romanov et de généraux de l'Etat-major, mais ils restèrent à l'état de projet, car les événements s'accélérent à partir de la mi-février. Selon le témoignage de l'ambassadeur britannique en poste alors à Petrograd, «la révolution était dans l'air, la question était de savoir si elle viendrait d'en-haut ou d'en-bas...».¹⁶

5. L'effondrement du tsarisme

Dans une large mesure, le pouvoir n'avait pas accordé une place suffisante à sa communication. La censure imposée durant la guerre avait rendu la société méfiante vis-à-vis de la parole officielle. Les défaites et les difficultés suscitaient exaspérations et soupçons, chacun cherchant des coupables. L'atmosphère était à la paranoïa et à l'espionnite, ce qui contribua à la diffusion de toute sorte de rumeurs dans la société. Les accusations de trahison depuis la tribune de la Douma avait définitivement discrédité la cour impériale et les ministres. Quand, à la mi-février, les autorités essayèrent de convaincre la population de Petrograd qu'il y avait assez de réserves pour alimenter la ville, les habitants ne les crurent pas, parce que la rumeur avait pris le dessus sur la parole publique.¹⁷

¹⁶ *Mémoires de Sir George Buchanan, ancien ambassadeur d'Angleterre en Russie (1910-1917)*. Traduit de l'anglais par Marcel Thiébaud. Paris, Payot, 1925, p. 268.

¹⁷ Nefedov S.A., « Slukhi kak pričina Fevral'skoj revoljucii 1917 goda », in: *Istoričeskaja i social'no-obrazovatel'naja mysľ*, Moscou, 2017, vol. 9, N° 2, fas. 2, pp. 15-20.

Le 23 février (8 mars) des défilés eurent lieu à Petrograd à l'occasion de la « Journée internationale des femmes ». Plusieurs cortèges de travailleuses du textile, d'employées, d'étudiantes et lycéennes, rejoints par des ouvriers des quartiers nord, au total environ 90 000 personnes, convergèrent vers le centre-ville, autour des slogans « Du pain », « La paix ». Le même jour, une grève partie d'un atelier de l'usine d'armement Putilov, obligea la direction de la plus grande entreprise de la capitale à décider le lock out, mettant au chômage des milliers d'ouvriers qui se retrouvèrent dans les rues. Le 24 février, le mouvement s'étendit, 200 000 hommes avaient cessé le travail. Le 25, ils étaient 300 000 grévistes, soit 80 % des ouvriers de la ville. La tournure des événements restait pourtant confuse, comme le montrent deux témoignages, datés du 25 février : « C'est un mouvement houligan. Des voyous et des filles de bas étage qui crient qu'ils n'ont pas de pain... », écrivait l'impératrice dans une lettre au tsar¹⁸ ; « Mais qui parle de révolution ! On leur donnera un livre de pain et tout ça s'arrêtera », notait de son côté Alexandre Šljapnikov, qui dirigeait alors l'une des cellules bolchéviques à Petrograd.¹⁹

Pourtant, la police ne maîtrisait déjà plus la rue, l'armée appelée en renfort refusait de réprimer ces foules qui, au début, n'avançaient aucune revendication politique, mais dénonçaient l'incurie d'un régime qui, aveuglé par ses objectifs sur la scène internationale, en avait oublié les besoins quotidiens de son peuple. C'était une émeute de subsistance, l'expression d'un ras-le-bol contre les piètres conditions de vie du moment. Ce simple peuple des « humiliés et offensés », dépeints par Gogol' et Dostoïevskij, ces citoyens peu éduqués et plutôt apolitiques, qui, au début de la guerre, avaient soutenu le régime, s'étaient ensuite senties délaissés, et maintenant, rendus hargneux et agressifs par les privations, les voilà qui soudain agissaient en fossoyeurs de la monarchie. Un témoin des événements, l'historien Georges Fedotov, déjà cité, l'affirme : « Le peuple n'avait pas encore oublié ni pardonné les anciennes offenses, ravivées par de nouvelles blessures ».²⁰

Dans une certaine mesure, ce qui se produisit fin février 17, ce n'était ni une révolution bourgeoise, ni les prémices d'une révolution prolétarienne, c'était avant tout la victoire des idées de Bakounine, ce théoricien russe de l'anarchisme qui prêchait la spontanéité des masses. C'était la victoire du maximalisme de ce nihilisme qui constitue,

¹⁸ *Lettres de l'impératrice Alexandra Feodorovna au tsar Nicolas II*, Paris, Payot, 1924, p. 544.

¹⁹ Cité par Svešnikov N.F., « Vyborgskij rajonnyj komitet RSDRP(b) v 1917 godu », in: *V ognе revoljucionnykh boev*, M., éd. «Mysl'», 1971, vol. 1, p. 84.

²⁰ Fedotov G.P., « Revoljucija idet », in: *Sobranie sochinenij, op. cit.*, p. 41.

selon Nicolas Berdjajev, « un phénomène national russe »²¹ et dont l'origine n'est pas politique, mais culturelle et spirituelle, et qui s'inscrit dans la lignée du radicalisme des sectes millénaristes, si présentes en Russie dans la culture paysanne traditionnelle. Cet anarchisme, compris non pas dans son sens politique, mais comme un déchaînement incontrôlé des éléments naturels ou sociaux (en russe, la *stixija*), allait dessiner les formes de la révolution, même s'il n'en était pas la cause.

Le régime tsariste, abandonné par ses défenseurs traditionnels qu'étaient l'armée, la bonne société et la paysannerie, s'effondra alors « en deux jours, trois tout au plus »²² (selon l'expression d'un autre témoin des événements, l'écrivain Basile Rozanov, qui voulait y voir l'accomplissement de l'« Apocalypse de notre temps »), tandis que le pays s'enfonçait dans le chaos et la violence, la disparition de l'Etat donnant libre court à tous les antagonismes présents dans une société, déjà profondément marquée par une infinie brutalité, brutalité que les horreurs des tranchées et la montée du sentiment d'insécurité étaient venus encore accentuer.²³ La déliquescence du régime provenait finalement moins de la guerre que de processus internes, que les événements extérieurs n'avaient fait qu'aggraver. Ainsi, aucun des nombreux facteurs structurels et conjoncturels, que nous venons de passer en revue, ne s'avère, à lui seul, décisif pour expliquer le déclenchement du processus révolutionnaire en Russie en février 1917, mais c'est leur agrégation qui, inévitablement, conduisit le pays à la catastrophe.

Antoine Nivière
Université de Lorraine
CERCLE EA 4372

Pistes bibliographiques

Carrère d'Encausse H., Lénine : La révolution et le pouvoir. P., Flammarion, 1979, « Champ politique »
Carrère d'Encausse H., Nicolas II : la transition interrompue. Paris, Pluriel, 2012
Ferro M., *La Révolution de 1917*. P., Aubier, 1967, 2 vol., coll. « Collection historique » (P., Albin Michel, 1997)
Figes O., *La Révolution russe. 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*. Paris, Denoël, 2007
Malia M., *Comprendre la Révolution russe*. P., Le Seuil, 1980

²¹ Berdjajev N.A., *Filosofija neravenstva*, Paris, Ymca-Press, 1990, p. 107.

²² Rozanov B.B., *Apokalipsis našego vremeni*, Moscou, éd. «Političeskaja literatura», 1990, p. 393.

²³ L'historien allemand Jörg Baberowski montre bien que ce n'est pas Octobre 17, mais Février, qui constitue le moment où tout l'édifice institutionnel de l'Ancien régime, y compris le Parlement et les lois fondamentales, les gouverneurs, les institutions de justice et d'auto-administration, disparaissent définitivement. Le résultat est en une régression (ou, comme Baberowski le dit, une « archaïsation momentanée ») de la société russe (cf. Baberowski J., *Verbrannte Erde. Stalins Herrschaft der Gewalt*, München, 2012, p. 49).

- Pipes R. *La Révolution russe*. New York, 1990 (éd. fr. Paris, PUF, 1993)
- Pipes R. *Les trois "pourquoi" de la Révolution russe*. Paris, Fallois, 2012
- Rabinovitch A., *Les bolcheviks prennent le pouvoir : La révolution de 1917 à Petrograd*. P., La fabrique, 2016.
- Schapiro L., *Les Révolutions russes de 1917 : Les origines du communisme*. Paris, Flammarion, 1987
- Sumpf A., *1917. La Russie et les Russes en révolutions*. P., Perrin, 2017
- Werth N., *La Russie en Révolution*. P., Gallimard, 1997, coll. « Découvertes »
- Werth N., *Les révolutions russes*. P., PUN, 2017, coll. « Que sais-je ? »
- Collectif, *Революция 1917 г. в России : новые подходы и взгляды*. 5 vol., SPb., 2009-2013.
- Collectif, *Февральская революция 1917 года : проблемы истории и историографии. Сборник докладов международной научной конференции*. СПб.: СПбГЭТУ «ЛЭТИ», vol. 1, 2013, vol. 2, 2017
- Булдаков В.П. *Красная смута. Природа и последствия революционного насилия*. М.: РОССПЭН, 2010
- Волкова И.В., « Солдатский бунт и Февральская революция 1917 г. », in *Гуманитарные научные исследования*. М., 2011, № 1
- Катков Г.М., *Февральская революция*. Париж, YMCA-Press, 1984
- Колоницкий Б., *Трагическая эротика : Образы императорской семьи в годы Первой мировой войны*. Москва: Новое литературное обозрение, 2010
- Мау Вл. и Стародубровская И., *Великие революции – От Кромвеля до Путина*. М.: Вагриус, 2001 (2e éd. М., 2004)
- Миронов Б.Н., « Какая дорога ведет к революции ? Имущественное неравенство в России за три столетия, XVIII-начало XXI в. », in *Социологические исследования*, М., 2014, № 8, pp. 96-104 et № 11, pp. 121-129